



Compte-rendu du CHS du mercredi 7 décembre 2022

Liste des membres de la CHS présents : D. Djimadoum / Proviseur – C. Dezetter / DAF – A. Vincent / CPE – F. Murati / Directeur – N. Gueye / Infirmière – I. Abdallah / Agent chef – A. Cissokho – C. Barbe – S. Servile – L. Paye / Représentants des Personnels – M. Blanc – H. Gaudefroy / Représentants des Parents – M. Gourmelon – T. Becue-Brument / Représentants des élèves

Le quorum étant atteint, Monsieur le Proviseur ouvre la séance à 13h30.

L'ordre du jour est présenté :

1. Point de situation
2. Définition des priorités de travail
3. Questions diverses

Le proviseur indique qu'il n'a pas reçu de questions diverses.

Il rappelle la composition de la CHS ainsi que ses attributions.

Le Proviseur informe que les autorités sénégalaises ont impulsé une dynamique de contrôle, notamment des installations électriques, suite au drame dans une maternité. Même si le droit sénégalais paraît peu construit en terme de contrôle/certification, cette dynamique concernant les installations électriques est peut-être un début de réglementation pour les Etablissements Recevant du Public. On ne peut que s'en réjouir.

Nous sommes en lien avec l'organisme compétent en matière de vérification de la conformité des installations électriques (COSUEL) qui nous a déjà rendu visite et doit repasser prochainement en prévision d'un audit de nos installations.

Les sujets :

- Exercice incendie
- Formation 1er secours
- Préparation de l'exercice anti intrusion
- Marche en avant

EXERCICE INCENDIE

L'objectif est de garantir la bonne évacuation de l'ensemble de la communauté. Si pour les classes de primaire l'évacuation s'est déroulée de manière ordonnée, pour le secondaire l'évacuation a été plus désordonnée. Toutefois il y a une amélioration pour ce qui concerne la circulation des élèves, le stand de la société Ansamble a été déplacé et ne gêne plus le passage. Néanmoins, il reste 2 goulots d'étranglement : la descente vers le plateau sportif

ainsi que la sortie vers le jardin des parents (les grilles s'ouvrent dans le mauvais sens, pour l'exercice les portes étaient ouvertes, mais en cas d'urgence, cela pourrait poser problème).

Sur l'exercice proprement dit, il y a eu peu de retour, à peine une trentaine de fiches.

Le problème de l'audition de la sonnerie ; soulevé par Mme Servile ; se pose sur le bâtiment Ea Eb Ec du fait de la rupture du câble de liaison avec la centrale incendie. M Murati avait prévu une solution de secours (chaîne d'alerte) qui consiste à déployer : les surveillants de cantine qui passent prévenir les classes. Les câbles sont enterrés dans des fourreaux complètement ensablés, ou rongés par les rats. Monsieur le Proviseur rappelle que des demandes de propositions de réparations ont été faites et que ces dernières prennent en compte une anticipation de toute prochaine dégradation. La solution est la mise en place d'une gaine en aérien mais non visible. Cette solution est en cours de mise en œuvre.

Mme Servile intervient :

Lorsqu'on a la charge d'une classe il est difficile de prévenir la classe d'à côté. Pour un exercice c'est possible mais en cas de vraie urgence l'enseignant restera avec sa classe. Les surveillants peuvent être absents. Cette chaîne d'alerte peut fonctionner mais reste un point de fragilité.

M Abdallah intervient :

En cas de panne du système on pourrait utiliser des cornes de brume. Le déclenchement de l'alarme ne peut se faire qu'à partir du PCS. Les détecteurs manuels ont été désactivés car les élèves les déclenchaient pour s'amuser. Il indique également qu'à la fin de la temporisation, l'alarme ne se déclenche pas et s'interroge sur la possibilité du garde de poste qui manquerait de voir le signal lumineux.

Le proviseur répond que cette situation lui était inconnue et qu'elle ne peut perdurer. Il indique d'ailleurs qu'il lui apparaît impossible que le prestataire ait désactivé l'automatisation de l'alarme au bout de la temporisation sans un écrit du responsable de site. Un rendez-vous sera pris rapidement avec la société pour éclaircir ce point.

M Cissokho indique que dans les salles de classe, la 2^{de} porte est souvent fermée à clé. M Abdallah lui répond que la clé des enseignants ouvre la porte principale et la 2^{de} porte. M Cissokho précise que ce n'est pas forcément le cas.

Mme Dezetter indique qu'une réflexion est menée pour installer des fermetures intérieures boutons, dans l'optique non seulement de la sécurité incendie mais également pour la sécurité en cas d'intrusion malveillante. Ceci sera pris en compte dans la demande du budget sécurité pour l'année 2023 à l'agence.

FORMATION 1ers SECOURS

Les formations se déploient progressivement.

Les élèves de 4^{ème} ont été formés aux Gestes Qui Sauvent pendant la période des examens en juin dernier. Malgré une présence quelque peu irrégulière de certains élèves les retours

sont positifs. L'objectif est que tous les élèves de 4ème et 3ème soient formés, ce qui est rendu plus facile car de plus en plus de personnels sont formés grâce à une formatrice de formateurs au lycée.

Cette année 3 collègues bénéficieront d'une formation de formateurs au PSC1. La formation dure 10 jours et aura lieu en juin 2023. Ils pourront délivrer les attestations PSC1 mais également traiter les recyclages (normalement tous les trois ans). Il est prévu de mettre en place 2 sessions de formation soit 20 personnes parmi les personnels et de poursuivre cet effort de formation chaque année.

Le proviseur indique qu'un enseignant a demandé si les élèves de terminale pouvaient être formés, notamment pour ceux qui se destinent à des carrières sanitaires/médicales. Le proviseur a répondu qu'il y réfléchirait car une des questions qui se pose est celle des critères de sélection.

Une élève demande si cette formation aura lieu cette année car parcours sup doit être complété maintenant.

Le proviseur répond que la réflexion est en cours mais que ce sera difficile pour cette année.

M Paye précise que d'autres personnels sont également intéressés parmi les personnels techniques.

EXERCICE ANTI INTRUSION

Le proviseur rappelle que nous ne sommes pas des professionnels de la sécurité.

L'objectif est d'acquérir des réflexes : en entendant la sonnerie, on s'enferme et on se cache. Il s'agit de gagner du temps pour permettre aux forces de sécurité d'arriver.

Sur le dernier exercice il y a eu 80 fiches rendues sur les 90 attendues.

Plusieurs points ont été soulevés :

- Le SMS est arrivé tardivement : la procédure nécessite un peu de temps pour que les personnes arrivent dans la salle de la cellule de crise, se connectent à la plateforme, écrivent le message et l'envoient.
- La capacité à faire sortir une ou plusieurs classes a été testée: le libellé « jardin des parents » n'était pas connu de tous, il fait référence à l'espace où les parents des élèves du primaire attendent leur enfants, proche des bureaux APE, Ansamble et transport). Les élèves, n'ayant pas emporté leur badge, sont restés « bloqués » devant les tourniquets pensant avoir besoin de ces derniers pour sortir alors que ceux-ci avaient été désactivés pour permettre l'évacuation.
- Le signal de fin d'exercice était peu audible.

Le proviseur rappelle que le prochain exercice aura lieu vendredi matin à 10h30 et invitent les représentants des parents à y assister en qualité d'observateurs.

Mme Vincent intervient pour préciser que certains élèves n'ont pas été informés de cet exercice car ils n'ont pas vu leur professeur principal. Elle demande si le lycée peut envoyer un message via pronote.

M Abdallah demande s'il ne faudrait pas faire un exercice sans prévenir.



Mme Servile indique que pour le 1er exercice toutes les personnes sont prévenues, pour le 2nd exercice seuls les enseignants sont prévenus et enfin pour le 3ème, personne n'est prévenu. Elle soulève également le problème de comptage.

Le proviseur précise que la réglementation prévoit 3 exercices contre l'incendie mais un seul pour le confinement.

M Abdallah indique que dans l'amphithéâtre, les lumières ne sont pas éteintes durant l'exercice car sinon c'est le chahut.

Le proviseur répond que l'enseignant doit échanger avec la classe pour que chacun comprenne le sens de l'exercice. Il ne s'agit pas de rendre l'exercice anxiogène mais que les élèves soient prêts.

COVID

Le proviseur présente un point de situation avec des données chiffrées sur les contaminations, les quarantaines pour les élèves et les enseignants. Il précise que les données statistiques sénégalaise forment une courbe quasi plate mais qu'il n'y a pas réellement de tests effectués.

Le proviseur présente l'évolution sur 3 ans sur les quarantaines.

331 cas contact en 2022-2021, 810 en 2021-2022, 35 sur le début d'année 2022-2023 (23 élèves, 12 personnels en signalement). Le proviseur rappelle que le retour des vacances de Noël a été suivi d'un grand nombre de cas. Il y a donc lieu d'être vigilant sur les retours en janvier 2023 au vu du discours alarmiste sur le COVID en France.

Les mesures barrières ont été allégées, au mois de Mai, mais par précaution, pour le retour des vacances en janvier, faut-il imposer le retour aux gestes barrières stricts et/ou revenir sur les délais de mises en quarantaine ?

Le délai actuel est de 10 jours, qui pouvait être réduit à 7 avec un test négatif mais les médecins n'effectuent plus de tests au 7^{ème} jour. Pour les familles ce délai est long et ces dernières souhaitent réduire sa durée.

L'infirmière, Mme Gueye, intervient en indiquant qu'en cas de symptômes les parents doivent garder leur enfant à la maison et ne pas l'envoyer au lycée en cas de fièvre. Elle est favorable au maintien du délai de quarantaine à 10 jours.

Mme Vincent pose la question du port du masque. Il est rappelé que le port du masque obligatoire vient juste d'être retiré au Sénégal.

Pour les élèves le masque n'est pas efficace. Il est préférable de prévenir les parents pour maintenir un niveau d'alerte.

Le proviseur répond qu'un message faisant appel à la responsabilité de chacun peut être envoyé aux parents. La durée de la quarantaine est maintenue à 10 jours par sécurité.

MARCHE EN AVANT (WC + plateau sportif)

Les résultats de la dernière marche en avant :

- Plusieurs endroits sans poubelles



- Des faïences décollées
- La marche en avant s'est déroulée pendant une coupure d'eau.

Les élèves demandent pour les toilettes des filles la possibilité d'installer des poubelles individuelles.

L'infirmière dit que les élèves viennent régulièrement à l'infirmerie pour utiliser les toilettes, ils indiquent que les WC du lycée sont en nombre insuffisant et sont sales.

M Abdallah répond que les sanitaires sont nettoyés chaque matin, puis après chaque récréation. Mais compte-tenu du nombre de passages, les WC sont forcément sales en fin de pause.

Le proviseur indique qu'il y a des gens indécents (qui urinent partout ou salissent intentionnellement) et que le nombre de sanitaires est diminué des WC du bâtiment G fermés à cause d'une fuite d'eau que le service de maintenance cherche à localiser. Il est suggéré que des affiches soient mises en place afin d'informer les élèves et personnels. M. Abdallah ajoute que des affiches ont été placées mais arrachées.

Il est mentionné également le système de réserve d'eau dans les toilettes du personnel pour le personnel de nettoyage.


Un parent demande si l'eau du lycée est régulièrement analysée. M Abdallah répond qu'il dispose des résultats d'analyses datant de plusieurs années de l'Institut Pasteur. Le lycée utilise des filtres à 5µ mais il n'y a pas de filtre antibactérien.


Le proviseur indique que le lycée fera procéder à une analyse dans les meilleurs délais.

Au-delà de la qualité de l'eau, la qualité de l'air est contrôlée par un détecteur mais dont la fiabilité des résultats peut être mise en doute.

Le proviseur indique que l'IRD a posé un appareil, sur l'allée des bus pour mesurer 3 niveaux de particules. Les analyses montrent un pic en juin mais globalement les résultats sont acceptables (en dessous du seuil d'inquiétude). Une autre étude dont les résultats ne peuvent nous être communiqués révèle que les particules lourdes sont plus importantes que les fines.

Les sujets à l'ordre du jour étant épuisés, la séance est levée à 14h50.

Daniel DJIMADOUM

Président du CHSCT



Proviseur
Daniel
DJIMADOUM

Christel DEZETTER



Secrétaire de séance

Cedric BARBE



Co-secrétaire de séance

